



**HAL**  
open science

Compte rendu de l'ouvrage de Sarah Abdelnour, *Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité*

Fanny Darbus

► **To cite this version:**

Fanny Darbus. Compte rendu de l'ouvrage de Sarah Abdelnour, *Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité*. *Sociologie du Travail*, 2017, 60 (1), 10.4000/sdt.1672 . hal-02270752

**HAL Id: hal-02270752**

**<https://hal.science/hal-02270752v1>**

Submitted on 15 Feb 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Sarah Abdelnour, *Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité***

Presses universitaires de France, Paris, 2017, 352 p.

**Fanny Darbus**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/sdt/1672>

DOI : 10.4000/sdt.1672

ISSN : 1777-5701

**Éditeur**

Association pour le développement de la sociologie du travail

Ce document vous est offert par Université de Nantes



UNIVERSITÉ DE NANTES

**Référence électronique**

Fanny Darbus, « Sarah Abdelnour, *Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité* », *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 60 - n° 1 | Janvier-Mars 2018, mis en ligne le 23 février 2018, consulté le 15 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/sdt/1672> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sdt.1672>

---



Sociologie du travail is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License.

**Sarah Abdelnour, *Moi, petite entreprise.*  
*Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité***

**Presses universitaires de France, Paris, 2017, 352 p.**

Comment un nouveau statut d'emploi, celui d'auto-entrepreneur créé en 2009, est-il parvenu à susciter plus d'un million d'inscrits en trois ans ? C'est à cette question que répond l'ouvrage de Sarah Abdelnour. Issu d'une recherche doctorale menée entre 2008 et 2012, ce travail est constitué de deux parties : la première retrace la genèse et le processus d'institutionnalisation du régime de l'auto-entrepreneur, tandis que la seconde s'intéresse aux usagers de ce statut et aux effets de celui-ci sur leur rapport au monde du travail, et au salariat en particulier. Sur fond de chômage de masse, le régime de l'auto-entrepreneur s'inscrit dans le droit fil des politiques d'activation des dépenses publiques qui, fortes des discours sur la responsabilisation des individus apparues à la fin des années 1970, supplantent progressivement les politiques d'assistance. Avec le régime de l'auto-entrepreneur, l'encouragement à la création d'entreprise individuelle tient, trente ans après l'Aide au chômeur créant ou reprenant une entreprise (ACGRE), sa deuxième mesure phare.

Cherchant à illustrer avec éclat son mot d'ordre « travailler plus pour gagner plus », la présidence Sarkozy facilite la création du régime de l'auto-entrepreneur portée par la frange libérale de la droite. Rattachée au pôle économique du champ du pouvoir, sa conception émane du secrétariat d'État aux PME<sup>1</sup> qui parvient à exclure les institutions représentant le salariat du périmètre des discussions préalables à l'écriture de la loi. Les syndicats de salariés absents des débats — et de l'enquête, ce que l'on regrettera —, les principales résistances émanent d'une part de l'Union professionnelle des artisans (UPA), qui dénonce les risques de concurrence déloyale subis par les artisans soumis à de plus fortes contraintes en matière fiscale et administrative, et d'autre part des directions ministérielles en charge de la protection sociale qui, elles, pointent le déséquilibre des comptes sociaux lié au transfert de charge du risque entrepreneurial sur le régime général. Malgré quelques menus aménagements survenus en 2012 afin de répondre à ces critiques, l'esprit de la mesure reste intègre et va s'avérer d'une remarquable stabilité. Ainsi, l'auteure montre que cette « réforme anti-salariale » a été construite et promue comme le produit d'un consensus politique rendu possible par une série de formulations adroites de ses enjeux et attendus. Mesure de simplification de l'accès à l'initiative économique permettant le cumul d'activité et de revenus, le régime se présente comme un outil de démocratisation de l'entrepreneuriat, de lutte contre le chômage et d'augmentation du pouvoir d'achat. Ainsi, les chômeurs pouvant cumuler indemnités et revenus issus de l'auto-emploi, les institutions de la main gauche de l'État, le monde associatif et plus largement la gauche de gouvernement y voient une mesure sociale favorable à l'insertion économique des plus faibles.

La mise en œuvre de la mesure s'accompagne d'un important travail de marketing politique qui mise sur la facilité d'accès au régime « en trois clics » et la multiplicité des usages et des usagers potentiels (salariés, retraités, étudiants, etc.). Ces derniers sont présentés dans la seconde partie. Il s'agit d'un public très hétérogène, d'hommes dans près de 6 cas sur 10, plus âgés que la moyenne des salariés et sensiblement plus diplômés que les indépendants « classiques ». Globalement, on apprend qu'un travailleur sur deux exerce une activité principale via ce régime, pendant que l'autre moitié cumule activités

---

<sup>1</sup> Secrétariat d'État chargé du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et Moyennes entreprises, du Tourisme, des Services et de la Consommation dans le gouvernement Fillon II (2007-2010), rattaché au Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi : Christine Lagarde (UMP).

et/ou revenus (emploi salarié ou retraite). Les inégalités qui précèdent l'entrée dans l'auto-emploi se renforcent avec celui-ci : il est synonyme de « cumul de protections » pour ceux qui, à titre principal, sont salariés ou retraités, et « cumul de fragilités » (p. 257) pour ceux qui connaissent déjà la précarité. Partagée entre pis-aller, espoir et bonus effectifs, la moitié des inscrits sous ce statut ne déclare aucun chiffre d'affaire, tandis que les autres s'engagent dans des « activités économiques de très petites dimensions », lesquelles ne fournissent que des très faibles chiffres d'affaires ne permettant pas d'atteindre l'équivalent d'un SMIC — exception faite de 5 % des auto-entrepreneurs qui parviennent à dégager plus de 5 000 euros par trimestre (p. 170). Si l'auteure émet l'hypothèse qu'une partie de l'activité est réalisée au noir, on aurait souhaité voir cette piste plus documentée, d'autant qu'il s'agit principalement d'activités de services (aux entreprises notamment), *a priori* moins coutumières de ces pratiques que le secteur des bâtiments et travaux publics, par exemple.

Du côté des usages, l'ouvrage apporte deux résultats majeurs. D'une part, ce sont souvent les employeurs qui intiment à leurs salariés (ou potentiels salariés) l'installation sous ce régime. Facilitant une forme de salariat déguisé, l'auto-entrepreneuriat s'effectue donc d'abord au bénéfice des employeurs qui reportent sur le travailleur le paiement des charges sociales et le risque lié aux variations de l'activité. D'autre part, l'auteure montre que le salariat, présent en tant que condition d'emploi du conjoint ou comme composante des ressources économiques familiales accumulées et mises à disposition, constitue une des conditions de possibilité de l'établissement dans ce régime. Ainsi, comme l'a montré Rémy Caveng (2011) au sujet des vacataires des instituts de sondage qui ne s'en sortent qu'avec les indemnités de chômage reçues entre deux missions, les nouvelles formes d'emploi ne tiennent, ou plutôt ne permettent de faire tenir leurs bénéficiaires, qu'adossées au salariat et à ses protections. Parce qu'il participe à aménager et à réenchâtrer — au moins temporairement — des situations socio-professionnelles « bloquées ou précaires » (p. 309) en dégageant un « surcroît de revenu », le régime de l'auto-entrepreneur tend, pour ceux qui s'y essayent par défaut, à effacer le salariat du champ des possibles et des aspirations. Ainsi, sans grande surprise, l'installation dans l'auto-emploi s'accompagne d'une transformation des référents normatifs qui guidaient jusque-là la lecture du monde du travail et de ses enjeux. C'est bien à une libéralisation par le bas que participe la diffusion de ce régime, contribuant ainsi à l'érosion active et lente de la muraille salariale.

#### Référence

Caveng, R., 2011, *Un laboratoire du « salariat libéral »*. Les instituts de sondage, Les Éditions du Croquant, Paris.

Fanny Darbus  
Centre nantais de sociologie (CENS), UMR 6025 CNRS et Université de Nantes  
23 rue du Recteur Schmitt, 44300 Nantes, France  
fanny.darbus[at]univ-nantes.fr